

Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et Jalal Talabani, Président de la République d'Irak, sur les relations franco- irakiennes, à Bagdad le 10 février 2009.

M. JALAL TALABANI - Au nom de Dieu Clément miséricordieux. C'est une occasion historique car nous accueillons pour une visite historique, Son Excellence le Président de la République française, Nicolas SARKOZY, ami du peuple irakien. C'est une visite historique, parce que c'est la première d'un chef d'Etat français, Roi, Empereur ou Président de la République en Irak. Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'amitié portée au peuple irakien et le souci d'aider à relever l'Irak et d'aider à son développement et sa croissance. Personnellement, je connaissais le Président SARKOZY avant qu'il ne soit élu Président de la République. Il était un excellent ami de l'Irak, même à l'époque où nous étions dans l'opposition. Pour lui, l'Irak, c'était le peuple irakien. C'est pour cette raison qu'il avait le souci des intérêts du peuple irakien et de la démocratie en Irak. C'est un honneur et une joie de vous souhaiter la bienvenue du fond du coeur dans un pays dont le peuple a pour vous une très grande admiration et une très grande amitié. Soyez le bienvenu à Bagdad, Monsieur le Président.

LE PRESIDENT - Merci, Monsieur le Président, de votre accueil chaleureux, C'est une grande joie et grand honneur de me retrouver à vos côtés, en compagnie de votre ami et de mon ami Bernard KOUCHNER. C'est la première fois dans l'histoire de nos relations qu'un Président français se rend en visite en Irak. C'est aussi le premier déplacement d'un chef d'Etat européen à Bagdad depuis 2003. Et je suis très sensible, Monsieur le Président, à la présence à vos côtés de vos deux vice-présidents et du ministre des affaires étrangères. Je suis venu avec Bernard KOUCHNER pour dire au peuple irakien la solidarité de la France.

Les Français ont été bouleversés par les événements tragiques qui ont frappé l'Irak, par le désespoir face à l'absurdité du terrorisme et par le sort de millions de réfugiés et de familles déplacées. Mais, grâce à vous, grâce à votre gouvernement, les Irakiens sont en train de sortir l'Irak de l'impasse. Grâce à vos efforts, l'Irak retrouve sa souveraineté. Les élections provinciales du 31 janvier ont été un grand succès. Le monde entier a vu le peuple irakien traduire dans les urnes son aspiration à la diversité, au pluralisme, au respect de la loi, à la refondation de l'Etat. La démocratie et les institutions irakiennes semblent désormais à même de contenir les forces qui ont tenté de désagréger l'Etat irakien.

La France croit à l'unité de l'Irak. Le monde a besoin d'un Irak uni, démocratique, souverain et fort. La France souhaite votre réinsertion complète au Moyen-Orient et dans le monde. Notre appui sera constant et sans ingérence. Enfin, je suis venu marquer la volonté de la France de participer au développement économique de l'Irak, à la réhabilitation des infrastructures. Notre collaboration n'a pas de limites. Enfin, comme le souligne la présence ce matin à vos côtés de vos deux vice-présidents, l'Irak est fort parce que l'Irak est pluriel. L'Irak est un grand pays, parce qu'il repose sur une diversité ethnique et religieuse qui est une richesse et je vous remercie de conserver cette diversité qui va des Kurdes aux Sunnites, aux Chiites, en passant, bien sûr, par les Chrétiens. Permettez-moi enfin, Monsieur le Président, de saluer votre attachement au dialogue, à l'Etat de droit et au rassemblement. Pour moi, c'est une visite historique et elle comptera dans mon action de Président de la République. Après les deux visites réussies de Bernard KOUCHNER, elle est la concrétisation de l'engagement de la France à vos côtés. Et ie

...mais récemment, c'est la conclusion de l'engagement de la France à vos côtés. Et je veux dire aux médias, qu'avec Bernard KOUCHNER, nous avons proposé au Président irakien et à ses deux vice-présidents, une visite d'Etat en France avant la fin de l'année 2009.

M. JALAL TALABANI - Mais nous voulons, nous voulons votre ingérence si c'est par l'intermédiaire de Bernard KOUCHNER. Il est habitué à soutenir le peuple irakien depuis quarante ans. Et donc son ingérence sera totalement en notre faveur. Le peuple irakien est un peuple fidèle. Nous n'oublions pas nos amis et ceux qui nous ont aidés dans les jours difficiles. Lors de notre séance de travail j'ai rendu hommage à l'appui et au soutien du Président Monsieur SARKOZY, et je n'oublierai pas de rendre hommage au rôle que vous avez joué pendant quarante ans, Bernard, pour soutenir le peuple irakien. Pardon, Bernard, je ne vous ai pas rajeuni en disant cela.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez dit que le soutien de la France en Irak n'avait pas de limites. Est-ce que cela montre qu'il y a peut-être une intention de la part de la France de conclure un accord dans le domaine économique, de la sécurité, avec l'Irak d'ici 2011-2012. Et si vous aviez une telle intention, quel est le genre d'accord qu'il serait possible de signer ?

LE PRESIDENT - C'est à nos amis irakiens de dire ce qu'ils souhaitent comme accords. Nous souhaitons collaborer sur le plan économique, en matière d'énergie, en matière de reconstruction, nous pouvons vous aider à former vos élites. Nous sommes prêts à former davantage de vos étudiants. Nous pouvons vous aider s'agissant des forces de police, de sécurité. Nous pouvons collaborer pour former et équiper aussi l'armée irakienne. Et nous pouvons également vous aider, sur le plan diplomatique, à retrouver la pleine souveraineté internationale de l'Irak. C'est à vous de nous dire ce que vous attendez de nous. Nous, nous souhaitons un Irak uni. Le monde n'a pas besoin de la division de l'Irak. Un Irak divers, respectueux de ses différentes minorités, un Irak démocratique, comme vous l'avez démontré le 31 janvier dernier et un Irak souverain, qui gère lui-même ses propres affaires. Si sur ce chemin la France peut vous aider, elle sera à vos côtés. Elle sera à vos côtés, pas quand vous aurez réussi. Elle sera à vos côtés, dès le début, sur le chemin de la réussite.

QUESTION - Première question au Président TALABANI. Excellence, comment les dernières élections ont-elles influencé sur la nature des relations de l'Irak avec les pays étrangers et surtout l'Union européenne ?

M. JALAL TALABANI - En ce qui concerne l'influence des élections irakiennes sur nos voisins et sur la communauté internationale et européenne, je crois c'est une influence positive, car elles ont prouvé que les Irakiens sont capables d'organiser des élections démocratiques, calmes et honnêtes et parce que les Irakiens ont prouvé qu'ils veulent un pluralisme vrai et une concorde véritable. Si vous regardez le résultat des élections, vous verrez que le peuple irakien propose à tous de s'allier et de s'entraider afin qu'une communauté n'ait pas la supériorité aux dépens de la majorité. Ce sera une belle image que l'Irak donnera.

QUESTION - La lecture que la France a eue de la situation irakienne n'était peut-être pas très claire et s'est peut-être morcelée pour certains, par le passé, surtout pour les Etats-Unis. Comment est-ce que vous jugez la représentation irakienne, la représentativité irakienne aujourd'hui, d'après vos entretiens à Bagdad ce matin ?

LE PRESIDENT - La France veut se tourner vers l'avenir, l'avenir de l'Irak, qui tourne ainsi les pages douloureuses qu'il a connues toutes ces dernières années. La France voit un président irakien kurde et un vice-président d'origine chiite et un autre vice-président d'origine sunnite. Je verrai dans quelques instants le Premier ministre. Un accord a été ratifié par le parlement qui va permettre, dès 2009, aux Irakiens de retrouver leur pleine souveraineté dans les villes et à l'horizon 2011 sur l'ensemble de son territoire et une situation de sécurité qui s'améliore, même s'il y a encore des problèmes. La situation n'est pas parfaite, mais enfin, qui aurait pu parier il y a quelques mois que je pourrais venir ici et m'entretenir dans ces conditions. La France choisit de voir le chemin qui progresse vers l'avenir plutôt que se tourner vers le passé qui a été douloureux pour tous les Irakiens. L'Irak représente un espoir. Ce n'est pas abouti. Vous allez avoir des élections législatives et bien des difficultés, mais le peuple irakien a montré qu'il savait surmonter ces difficultés. En tout cas, une chose est sûre, pour l'équilibre de la région, un Irak uni et

démocratique, c'est indispensable. Et on a bien vu : au fond, la mise entre parenthèses de l'Irak toutes ces dernières années, cela n'a pas été un facteur de paix pour toute la région. Et si le peuple irakien a la sagesse de comprendre que sa diversité est une force, alors peut-être que vous serez même un exemple pour la région, qui a besoin de la diversité. La diversité est une force. Ce n'est pas un problème.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez dit lors de votre visite aujourd'hui que vous étiez prêt à accorder le soutien à l'Irak et à travailler à un partenariat avec l'Irak. Est-ce que vous allez encourager les autres pays européens à vous suivre sur cette voie après la visite d'aujourd'hui ?

LE PRESIDENT - Bernard KOUCHNER a été le premier ministre des Affaires étrangères européen à venir. Je suis le premier chef d'Etat européen depuis 2003. Il va de soi que c'est d'abord le message de la France que nous portons ici. Mais c'est aussi l'engagement de l'Europe que je veux encourager en Irak. L'Europe a tout intérêt à stabiliser cette région du monde. L'Europe a intérêt à favoriser la paix, la paix entre les Palestiniens et les Israéliens, la paix en Irak. Donc, c'est toute l'Europe qui doit venir vous soutenir. Je souhaite que nous soyons, Bernard KOUCHNER et moi, suivis par beaucoup de ministres des Affaires étrangères et beaucoup de chefs d'Etat et de gouvernement. C'est maintenant qu'il faut aider l'Irak. C'est maintenant qu'il faut s'engager.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que nous pouvons dire que votre visite aujourd'hui constitue déjà un début d'entrée des sociétés françaises en Irak ? Est-ce que l'on peut dire que c'est une visite qui a un caractère économique ?

LE PRESIDENT - Elle a un caractère politique et diplomatique d'abord. Ce n'est pas à moi de faire rentrer les entreprises en Irak. C'est aux Irakiens de les faire entrer. Mais moi, je vais demander avec Bernard KOUCHNER, aux entreprises françaises, quand elles veulent venir en Irak, de ne pas s'arrêter à Amman. Si elles veulent s'arrêter à Amman pour aider la Jordanie, bien sûr qu'elles le fassent. Mais les affaires irakiennes, elles se traitent en Irak. Nous allons prendre des dispositions pour élargir notre poste diplomatique, pour ouvrir une mission économique, pour ouvrir des consulats. Et les chefs d'entreprise, ils doivent venir ici, en Irak, pour discuter des problèmes des Irakiens.